

INTERVENTION DE Mme PALACIO LORS DE LA SÉANCE DE LA CONVENTION LES 15 ET 16 AVRIL

Monsieur le Président, pour être brève, je vais moi aussi faire miennes les interventions vibrantes du Président Hänsch et de M. Vitorino, et celle de notre collègue Di Rupo. Je crois que le vrai débat des compétences est finalement un débat sur les objectifs. Parce que pour trouver des solutions efficaces, capables de répondre à la complexité des mutations actuelles et de la réalité économique et sociale, il est indispensable que la Communauté soit capable d'appréhender de manière transdisciplinaire tous les aspects d'un même problème qui nécessite une réponse au niveau communautaire.

Une liste des compétences reposerait, au contraire, sur un découpage artificiel de la réalité économique et sociale, ainsi que sur des catégories et des distinctions formelles arbitraires. J'en ai donné un exemple. Le conflit visant à déterminer dans quel domaine tombe telle ou telle initiative serait d'autant plus grave qu'il ne serait pas motivé par le souci d'offrir aux citoyens des solutions plus efficaces, mais qu'il serait uniquement motivé par le souci de préserver les pouvoirs des autorités nationales ou régionales. Il créerait ainsi une logique de bataille entre les différents niveaux. Chacun chercherait jalousement à préserver l'intégrité et l'étendue de son domaine, et même à l'élargir en rognant sur celui des autres par des interprétations extensibles des matières qui lui sont réservées.

Au lieu de s'unir autour d'objectifs communautaires qui associeraient tous les niveaux du pouvoir politique à travers un processus de décision démocratique, au lieu de s'assurer que tous ces niveaux se sentent résolument solidaires les uns avec les autres dans la recherche de solutions communes, on exacerberait un corporatisme institutionnel et une logique de défense des territoires politico-bureaucratiques qui feraient que plus personne ne se sentirait dépositaire d'un destin commun.

Le citoyen qui attend, non pas des batailles de pouvoir, mais des solutions efficaces à ses problèmes pour qu'il puisse vivre réellement en paix et dans la prospérité n'aspire pas à la création d'une usine à gaz institutionnelle qui ne va intéresser que les experts et les ingénieurs du pouvoir. À ce citoyen, il faudrait montrer que tous les niveaux, régional, national et communautaire, sont capables de travailler ensemble et de s'unir autour de la réalisation d'objectifs communs.

C'est vrai que cette logique est à l'origine de dérapages, mais la Cour de justice a mis des barrières, par exemple en annulant la directive sur le tabac.

Pour terminer, Monsieur le Président, je crois que la solution au problème de la surréglementation, de l'excès d'interventionnisme au niveau communautaire ne réside donc pas dans le système de listes, qui bouleverserait l'acquis communautaire et qui empêcherait de résoudre efficacement les problèmes complexes de la société moderne. Je pense plutôt qu'elle réside dans une application rigoureuse de l'approche théologique, et je rejoins sur ce point d'autres orateurs. Je l'ai dit, je crois que la mise en place d'un groupe de travail pour la subsidiarité et pour établir une procédure de la subsidiarité serait extrêmement bienvenu.